

Article 21 du Règlement

L'opposition officielle qui réclame maintenant une augmentation du supplément de revenu garanti est la même bande tory qui se prétendait incapable d'accorder cette hausse en 1979.

M. le Président: A l'ordre. Malheureusement, le temps de parole du député est expiré.

* * *

• (1110)

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES MISES À PIED À L'USINE DE BLACK AND DECKER, À BROCKVILLE (ONT.)

Mme Jennifer Cossitt (Leeds-Grenville): Monsieur le Président, il y a une semaine, le ministre des Finances (M. Lalonde) a prononcé son exposé budgétaire à la Chambre. Il a aiguisé notre appétit par de belles promesses concernant une reprise économique durable et une politique financière saine. Il a dit:

Mon budget d'avril visait à assurer la relance. Ce but a été atteint.

Je demande au ministre comment il peut justifier pareille déclaration alors que, vendredi dernier, 110 employés ont été mis à pied à la société Black and Decker de Brockville, en Ontario. Il s'agit d'une entreprise solidement implantée qui fournit un emploi stable à 700 travailleurs de cette localité depuis plus de vingt-cinq ans.

En annonçant ces mises à pied, le président de l'entreprise a déclaré que, à cause des indices de reprise économique du printemps dernier, il avait prévu une forte augmentation des ventes. Ces prévisions ne se sont pas réalisées parce que la reprise annoncée par le ministre dans son budget d'avril ne s'est pas matérialisée.

Le gouvernement actuel a manqué à ses engagements envers ces travailleurs, auxquels il avait promis d'assurer la reprise économique et la stabilisation de l'emploi. Les dépenses gouvernementales ont augmenté de près de 10 p. 100 l'année dernière, ce qui est nettement supérieur aux limites de 6 et 5 p. 100 imposées aux Canadiens pour juguler l'inflation. Le message est clair: le gouvernement prêche la restriction, mais lui-même ne se serre pas la ceinture.

Le discours du budget prononcé par le ministre des Finances est rempli de belles paroles et d'encouragements, mais il ne fait pas grand-chose pour aider ces nouveaux chômeurs de ma circonscription.

* * *

[Français]

L'EMPLOI

LE PROGRAMME D'INITIATIVES SPÉCIALES POUR L'EMPLOI—ON DEMANDE DE NOUVEAUX CRÉDITS POUR DES PROJETS SPÉCIAUX

M. André Maltais (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, j'ai soulevé hier le problème des diverses sommes qui étaient allouées, pour la création d'emplois, par le gouvernement fédéral; et j'ai nommé quelques projets dans ma circonscription qui mériteraient une attention bien spéciale de la part du gouvernement.

Or, j'ai reçu une quantité incroyable d'appels téléphoniques de gens de ma circonscription qui demandent à ce que le ministre des Finances (M. Lalonde) rétablisse encore certains crédits spéciaux pour les circonscriptions affectées par le chômage, qu'elles soient libérales ou autres.

J'aimerais préciser, monsieur le Président, qu'à Baie-Comeau on demande encore une «capitainerie» et des installations de quais sous forme de projets spéciaux. La même chose pour Franquelin et Godbout pour des «descentes» de bateaux et des petits quais à réparer, comme on demande un quai pour Baie-Trinité et les installations du Petit Mai qui doivent être complétées. Par contre, à Pointe-aux-Anglais, ce sont des équipements communautaires; à Port-Cartier, c'est la relocalisation d'un quai, plus les installations d'I.T.T. C'est la même chose dans la région de Sept-Îles avec la phase III du parc urbain; et j'irais plus loin, monsieur le Président, en vous parlant de Rivière-au-Tonnerre, Tête-à-la-Baleine ou St-Augustin, La Tabatière, Blanc-Sablon et Gagnon, plus certains aéroports à La Romaine, Tête-à-la-Baleine et à Kegaska. Tout ça pour dire que jamais les chômeurs n'auront assez d'argent de nos gouvernements pour les mettre à l'ouvrage. Et la plupart des gens qui m'ont téléphoné dans ma circonscription m'ont demandé de condamner publiquement l'attitude des partis de l'Opposition qui, actuellement, font du capital politique sur le dos des chômeurs.

* * *

[Traduction]

LES SCIENCES SOCIALES

LE BUDGET DU CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES

M. Walter McLean (Waterloo): Monsieur le Président, le communiqué flatteur que le ministère des Communications a émis le 16 février 1984 induit les Canadiens en erreur. On laisse entendre que le budget opérationnel du Conseil de recherches en sciences humaines sera augmenté de 2 millions de dollars et qu'il atteindra presque 59 millions au cours de l'exercice 1984-1985. Au contraire, le budget du Conseil de recherches sera moins important. On ne renouvellera pas un fonds de 5.9 millions de dollars qui avait été débloqué pour un projet d'études canadiennes. Si on démystifie la gymnastique mathématique que pratique le gouvernement, comme le dit si bien l'Association canadienne des professeurs d'université, on se rend compte que ce n'est pas 2 millions de plus que le Conseil va recevoir, mais plutôt 1.2 million qu'il va perdre.

Le gouvernement fait ses petits tours de passe-passe au moment même où il trouve bien de l'argent pour plaire aux députés libéraux tout en appliquant la formule des 6 et 5 p. 100 aux subventions à l'enseignement postsecondaire.

La Fédération canadienne des sciences sociales affirme que la plupart de nos problèmes sont d'ordre à la fois social et économique. Il faudrait multiplier les recherches au lieu de les suspendre. La venue de la haute technologie nuit à l'emploi, surtout en ce qui concerne la main-d'œuvre féminine. De coûteuses commissions effectuent pour leur compte des recherches sur la prostitution, la pornographie et les minorités de couleur. Pourquoi le gouvernement accepte-t-il, d'une part, de financer des organismes qui effectuent les mêmes recherches et refuse-t-il, d'autre part, d'établir un plan quinquennal pour le Conseil de recherches en sciences humaines?